



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 22 – Semaines du 03 janvier au 14 janvier 2022

SOMMAIRE

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ La déforestation est en hausse dans le Cerrado et l'exploitation minière illégale menace la plus grande réserve indigène du pays.

Énergie

- ❖ Le rythme d'expansion des énergies éoliennes et solaires sera maintenu en 2022.
- ❖ Le réseau de transport électrique requerra 23,9 Mds BRL (3,78 Mds EUR) d'investissements d'ici 2026.

Infrastructures & Transports

- ❖ Le gouvernement présente un texte pour simplifier l'entrée de compagnies étrangères sur le marché aérien brésilien.
- ❖ Le schéma de mise en concession de l'aéroport de Santos Dumont sera révisé.
- ❖ La société *Metrô de São Paulo* prévoit des études pour 2 nouvelles lignes.
- ❖ Le retour du régime fiscal spécial des secteurs ferroviaires et portuaires a reçu un veto présidentiel.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Le gouvernement autorise la levée de 303,1 M BRL (47 M EUR) pour la distribution d'eau et l'assainissement dans l'État du Paraná.

Et aussi

- ❖ La BNDES s'éloigne davantage du rôle de financeur unique des grands projets.
- ❖ Un épisode pluvieux intense met en évidence les risques sécuritaires et environnementaux liés aux barrages miniers.



Amazonie & Biomes brésiliens

La déforestation est en hausse dans le Cerrado et l'exploitation minière illégale menace la plus grande réserve indigène du pays

Après 7 années de baisse et une reprise à la hausse depuis 2019, **la déforestation dans le Cerrado a atteint en 2021 son niveau le plus élevé depuis 2015**, remettant en question la préservation du biome, de sa biodiversité et la lutte contre le changement climatique – **la déforestation représentant déjà 46% des émissions de gaz à effet de serre du Brésil en 2020**. Selon l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE), **les pertes totales de végétation dans le Cerrado ont atteint 8 531 km² entre juillet 2020 et juillet 2021**, par rapport à la même période de

l'année précédente (+8%). La plateforme MapBiomias¹ indique qu'environ la moitié du Cerrado a déjà été défrichée depuis 1985.

En Amazonie, l'INPE rapporte une **hausse de 536% de la déforestation entre 2018 et 2019 dans le territoire de Yanomami**, plus grande réserve indigène du pays. La **région est très convoitée par les mineurs illégaux** ; qui sont entre 3000 et 20 000 à y opérer. En 2021, une opération de la Police Fédérale y a été menée afin de lutter contre ces activités. Sans retour officiel des autorités sur le bilan de l'opération, l'INPE a néanmoins mesuré une **déforestation nulle cette année-là sur ce territoire**. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) ; Données [ici](#) et [ici](#))



Énergie

Le rythme d'expansion des énergies éoliennes et solaires sera maintenu en 2022

L'Agence Nationale de l'Énergie Électrique prévoit que **les sources d'énergie photovoltaïques et éoliennes resteront celles qui connaîtront le plus fort développement** au sein du mix électrique brésilien en 2022. Face aux vulnérabilités de l'hydroélectricité au manque de précipitations, **l'éolien et le solaire sont perçus comme des facteurs de sécurité** et de réduction des risques de rationnement ou de coupures. **Ils participent aussi à la baisse des coûts de l'électricité** face à la hausse du prix des combustibles fossiles. Ainsi, **la capacité de production éolienne devrait passer de 20,5 GW à 26,4 GW (+29%) entre 2021 et 2022**. Les capacités photovoltaïques devraient quant à elle **augmenter de 3,1 GW**. La production électrique

décentralisée a aussi le vent en poupe. L'Association Brésilienne de la Production Décentralisée (ABGD) prévoit une **hausse de cette modalité de production de 8,1 GW à 15 GW entre 2021 et 2022**. En dépit de perspectives encourageantes, les professionnels du secteur électrique restent attentifs aux éléments de conjoncture qui pourraient venir contrarier les prévisions (taux de change défavorable, inflation, difficultés logistiques, etc.). (Article [ici](#))

Le réseau de transport électrique requerra 23,9 Mds BRL (3,78 Mds EUR) d'investissements d'ici 2026

Afin de répondre à une **croissance attendue de 20% de la demande électrique sur le Système National Interconnecté (SIN) entre 2020 et 2026**, l'Opérateur National du Système électrique (ONS) estime les

¹ Plateforme collaborative d'analyse de l'usage des sols au Brésil, animée par un réseau d'agences, d'ONG,

d'universités et d'entreprises brésiliennes et internationales

montants d'investissements nécessaires au développement du réseau de transport électrique à 23,9 Mds BRL (3,78 Mds EUR), dont 16,3 Mds BRL (2,57 Mds EUR) pour de nouvelles infrastructures (notamment pour la construction de 7 951 km de nouvelles lignes de transmission). L'État du Minas Gerais devrait recevoir la plus grosse part des investissements (9,9 Mds BRL [1,56 Md EUR]), devant ceux de Santa Catarina et de São

Paulo. Pour répondre à la hausse de la demande, les capacités de production devraient également passer de 172,2 GW fin 2021 à plus de 190 GW fin 2025, dont plus de 52 GW de capacités de production renouvelables. L'ONS sera ainsi chargé de développer un réseau capable intégrer ces nouvelles capacités et de répondre aux enjeux posés par les inégalités de production et de consommation régionales. (Article [ici](#))



Infrastructures & Transports

Le schéma de mise en concession de l'aéroport de Santos Dumont sera révisé

La mise en concession de l'aéroport de Santos Dumont, à Rio de Janeiro, prévue pour le premier semestre 2022 avec celle de 15 autres aéroports régionaux – dont celui de Congonhas – sera révisée par le gouvernement fédéral, face aux demandes du gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Cláudio Castro. Ce dernier a notamment fait part d'inquiétudes quant aux possibles impacts négatifs que la mise en concession pourrait avoir sur les activités de l'aéroport international Galeão et demande des garde-fous pour éviter sa « cannibalisation ». À cet égard, la mairie de Rio de Janeiro propose par exemple d'interdire les vols de plus de 500 km au départ et à l'arrivée de Santos Dumont, ce à quoi le gouvernement fédéral reste opposé. Le 12 janvier, ce dernier a néanmoins décidé de la mise en place, à partir du 19 janvier, d'un groupe de travail qui réfléchira à un nouveau schéma de mise en concession pour cet aéroport. Les résultats seront attendus dans un délai de 30 jours. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le gouvernement présente un texte pour simplifier l'entrée de compagnies étrangères sur le marché aérien brésilien

Dans le cadre de son programma *Voo Simples*, débuté en octobre 2020 avec l'objectif de simplifier le

Code Brésilien de l'Aéronautique, le gouvernement a présenté, le 30 décembre 2021, une mesure provisoire (MP) introduisant des réductions de taxes et de nouvelles simplifications de procédures pour le secteur. La MP prévoit entre autres une baisse de 345 à 25 du nombre des activités soumises à la taxe d'inspection de l'aviation civile et propose d'exempter du processus de certification les avions importés ayant déjà été certifiés par des agences régulatrices étrangères. La liste de ces agences devra être définie par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC). Le texte vise aussi le désenclavement de certaines zones du territoire et introduit à cette fin une dispense d'autorisation préalable pour la construction de nouveaux aérodromes. Enfin, le gouvernement souhaite attirer davantage d'entreprises étrangères et propose notamment d'exempter les nouvelles compagnies qui voudraient opérer des vols internationaux au Brésil d'ouvrir une filiale brésilienne et de se procurer un CNPJ (équivalent du SIREN en France). Il suffirait alors de demander une autorisation d'opérer à l'ANAC. La MP doit à présent être approuvée par le Congrès dans un délai de 120 jours, faute de quoi elle deviendrait caduque. (Article [ici](#) ; MP [ici](#))

La société *Metrô de São Paulo* prévoit des études pour 2 nouvelles lignes

Metrô de São Paulo, entreprise gestionnaire des métros de la ville, lance des études pour deux lignes supplémentaires. **Le premier projet porte sur la ligne 19-Celeste, visant à relier le centre-ville de São Paulo à la ville de Guarulhos**, avec un parcours de 17,6 km pour un montant d'investissements estimé à 20 Mds BRL (3,1 Mds EUR) (projet de base prévu pour 2023). **Le deuxième projet est celui de la ligne 20-Rosa, qui passerait par Lapa (zone ouest) et Vila Olímpia (zone sud), pour arriver à Santo André** – un projet jugé difficile en raison de ses 30 km et du nombre élevé d'expropriations (modélisations prévues pour 2022). L'idée serait que les projets, en phase très préliminaire, soient structurés en **prévoyant des projets immobiliers aux abords des stations**, afin d'augmenter les revenus. Ces annonces interviennent en pleine **crise du métro de São Paulo, qui souffre toujours des baisses de recettes liées à la pandémie - environ 1 Mds BRL (156 M EUR) de déficit en 2021** - et de la difficulté du gouvernement à appliquer des ajustements tarifaires, dans un contexte de crise économique et d'année électorale. (Article [ici](#))

Le retour du régime fiscal spécial des secteurs ferroviaires et portuaires a reçu un veto présidentiel

Après presque deux ans d'attente, le président brésilien **Jair Bolsonaro a imposé son veto sur la prorogation du *Reporto***. Ce régime fiscal, ayant pris fin en 2020 mais dont le retour était prévu dans le projet de loi du programme « BR do Mar »² – approuvé par le Congrès en décembre 2021 – exemptait les entreprises des secteurs ferroviaire et portuaire de l'impôt sur les Produits Industrialisés, de la taxe pour le Programme d'Intégration Sociale et la Contribution au Financement de la Sécurité Sociale, ainsi que de tout impôt sur l'importation de matériel non présent sur le marché brésilien. La décision du président a fait bondir les professionnels, qui espèrent à présent que le Congrès retirera le veto. **La Coalition des entreprises portuaires estime que l'arrêt du *Reporto* engendrerait une hausse de plus de 40% des frais d'achat d'équipements**. L'Association Brésilienne de l'Industrie Ferroviaire a également fustigé la décision qui **pourrait ralentir les investissements**. En attendant la décision finale du Congrès, les entreprises se tournent vers les agences régulatrices pour tenter de rééquilibrer leurs contrats. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Eau, Assainissement, Déchets

Le gouvernement autorise la levée de 303,1 M BRL pour la distribution d'eau et l'assainissement dans l'État du Paraná

En partenariat avec la Société d'Eau et d'Assainissement de l'État du Paraná (SANEPAR), **le gouvernement fédéral a autorisé la levée de 303,1 M BRL (47 M EUR) de débentures**, pour le financement de **deux projets visant à développer les systèmes d'assainissement de base dans 114 municipalités de l'État du Paraná**. Le premier

consacrera 148 M BRL (23 M EUR) à l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau dans 94 villes, ainsi que 116 M BRL (18 M EUR) à l'extension des réseaux d'assainissement dans 70 municipalités, avec l'objectif d'y assurer un accès au tout-à-l'égout à 80% de la population. Avec une enveloppe prévue de 38,8 M BRL (5,8 M EUR), le second projet visera les mêmes objectifs en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement sur 11 autres municipalités de l'État. (Article [ici](#))

² Le programme BR do Mar vise à encourager le transport de marchandise par cabotage.

&+ Et aussi

La BNDES s'éloigne davantage du rôle de financeur unique des grands projets

Financeur historique de grands projets d'infrastructure au Brésil, la **Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES)** poursuit sa transformation, entamée en 2016, vers un rôle plus focalisé sur la structuration de projets. L'objectif est d'attirer davantage de financements privés. La première étape de cette transformation a abouti à un portefeuille comptant, fin 2021, un total de 161 projets structurés par la BNDES, requérant 358 Mds BRL (Mds EUR) d'investissement. 11 de ces projets ont fait l'objet d'une vente aux enchères courant 2021, garantissant ainsi la mobilisation de 90 Mds BRL en *outorgas*³ et investissements. **La BNDES souhaite à présent développer de nouveaux modèles d'opérations de financement, plus attrayants, incluant notamment des mécanismes de réduction de frais de garanties**, à l'image du prêt de 7 Mds BRL (1,1 Md EUR) pour le PPP de la ligne 6 du métro de São Paulo. Si le nouveau schéma de fonctionnement de la banque est globalement loué par les spécialistes du marché, ces derniers alertent cependant sur les risques d'une baisse excessive des crédits fédéraux alloués à la banque, pouvant compromettre ses capacités de financement. (Articles [ici](#) et [ici](#))

³ Offre, enchère, « ticket d'entrée » nécessaire à l'obtention du contrat de concession, que le lauréat s'engage à payer dès sa signature.

Un épisode pluvieux intense met en évidence les risques sécuritaires et environnementaux liés aux barrages miniers

Un épisode pluvieux très intense et prolongé a touché l'est brésilien – notamment les États du Minas Gerais et de la Bahia – sur les deux premières semaines de janvier. Au-delà des dommages imposés à des milliers de Brésiliens, l'évènement météorologique a forcé plusieurs entreprises minières à cesser leurs activités, après le débordement d'un **barrage minier de l'État du Minas Gerais le 8 janvier, qui a déversé d'importantes quantités de boues polluantes dans l'environnement, et le risque de rupture identifié sur le barrage hydroélectrique de l'Usina do Carioca**. Deux ans après la rupture du barrage de Brumadinho, qui avait causé la mort de 270 personnes, ce nouvel épisode est révélateur des risques importants pour la sécurité et l'environnement que représentent de nombreux barrages miniers au Brésil. Selon un bulletin de l'Agence Nationale des Mines (ANM), **sur 283 barrages inspectés dans l'année, le pays en comptait 43 classés « à haut risque de rupture » en décembre 2021, parmi lesquels 36 se situent dans l'État du Minas Gerais**. Les trois barrages présentant un risque maximal (classification de "rupture imminente ou en cours") se situent dans ce même État et appartiennent groupe minier Vale. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,
Chef du Service Économique Régional de Brasília
Rédacteurs : Mathieu RIVALLAIN, Rémi FALLON, Julia GUIMARÃES
François-Xavier FLAMAND, Hugo DAUBIÉ
Pour s'abonner : mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr
remi.fallon@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : [©marchello74](#)